



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon

Mâcon, le 04/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALORISATION -BOIS -ENERGIE

Zone Europarc
233 rue Reine Lacour
4141
71850 Charnay-lès-Mâcon

Références : AC/NM/2024/M_153

Code AIOT : 0003300214

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2024 dans l'établissement VALORISATION -BOIS -ENERGIE implanté Zone Europarc 233 rue Reine Lacour # 4141 71850 Charnay-lès-Mâcon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALORISATION -BOIS -ENERGIE
- Zone Europarc 233 rue Reine Lacour # 4141 71850 Charnay-lès-Mâcon
- Code AIOT : 0003300214
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Valorisation Bois Energie (VBE) exploite sur son site de Charnay-les-Mâcon des installations de traitement de déchets non dangereux, principalement constitués de différents types de bois et déchets de bois qui seront triés, traités et valorisés.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Réalisation d'un mur coupe feu entre cellules / Flux thermiques	AP de Mise en Demeure du 15/03/2021, article 1	Demande d'action corrective	6 mois
3	Mesures de bruit	Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 6.2.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation d'un mur coupe feu côté sud / Flux thermiques sortants	AP de Mise en Demeure du 15/03/2021, article 1 - 1er point	Sans objet
4	Conformité des mesures de bruit - VLE	Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 6.2.1	Sans objet
5	Niveaux limites de bruit en limite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/01/2019, article 6.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mené des actions correctives suite à la précédente inspection et à l'APMD. Des actions supplémentaires restent nécessaires, notamment une réhausse et un classement coupe-feu du mur séparateur des stockages de bois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation d'un mur coupe feu côté sud / Flux thermiques sortants

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/03/2021, article 1 - 1er point

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : <p>« La société VALORISATION_BOIS_ENERGIE dont le siège social est situé 233 rue Reine Lacour _ 71850 CHARNAY-LES-MACON, est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite à la même adresse, de respecter:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'article 7.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2019 susvisé, dans un délai de 8 mois en complétant le mur REI 120 côté sud afin qu'il fasse une hauteur de 6 m , ou en justifiant – par le dépôt d'un porter à connaissance conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement – qu'aucun flux thermique ne sort des limites de propriétés avec la hauteur actuelle. Dans le 1er cas, l'exploitant transmet le planning de réalisation et les commandes validées dans un délais de 3 mois et réalise le mur REI120 de 6 m de hauteur dans un délais de 8 mois. Dans le 2nd cas, le porter à connaissance devra être déposé dans un délai de 3 mois »
Constats : <p>L'exploitant indique que ce mur ne peut être rehaussé. Il a adressé un courrier en date du 23 février 2021 joignant un porter à connaissance détaillant les flux thermiques en cas d'incendie du stock.</p> <p>L'exploitant a adressé par mail du 18 avril 2024 une copie du porter à connaissance transmis par LRAR en 2021. Le porter à connaissance présente une carte des flux thermiques selon leur intensité. Il positionne les murs REI 120 et précise leur hauteur. Selon ce schéma, aucun flux thermique ne sort du site. Le contenu de l'étude, ses hypothèses, sa conclusion n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection.</p> <p>Ce point de la mise en demeure peut être considéré comme respecté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation d'un mur coupe feu entre cellules / Flux thermiques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/03/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : <p>« La société VALORISATION_BOIS_ENERGIE dont le siège social est situé 233 rue Reine Lacour _ 71850 CHARNAY-LES-MACON, est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite à la même adresse, de respecter :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'article 7.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2019 susvisé, dans un délai de 8 mois en régularisant la hauteur des murs séparatifs REI 120 des différentes zones d'entreposage et en séparant toutes les différentes zone d'entreposage par des murs REI 120, y compris les dépôts « affinés A ou B » ou en justifiant – par le dépôt d'un porter à connaissance conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement – que cette nouvelle hauteur n'apporte pas de modifications substantielles au dossier initial; <p>Dans le 1er cas, l'exploitant transmet le planning de réalisation et les commandes validées dans un délais de 3 mois et réalise le mur REI120 de 6 m de hauteur dans un délais de 8 mois ;</p> <p>Dans le 2nd cas, le porter à connaissance devra être déposé dans un délai de 3 mois »</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir rehaussé le mur concerné en avril 2021. Il a présenté une commande datée du 30 mars 2021 pour des travaux de réhausse de mur d'un cout de 21.500€, et a présenté une facture acquittée.</p> <p>La réhausse du mur a été constatée. Il a été ajouté 2 rangs de «lego béton» pour un total de 7 rangs d'une hauteur de 80 cm unitaire. La hauteur totale est donc proche (5.60m) mais inférieure à 6 m.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter de justificatif du caractère REI120 de ce mur.</p> <p>L'exploitant ayant engagé les travaux de mise en conformité, il n'est pas proposé à ce stade de sanction administrative.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra procéder aux travaux nécessaires pour que les murs séparant les zones extérieures d'entreposage de déchets soit séparées par des murs REI 120 de 6 m de hauteur, et justifier de ces caractéristiques sous 6 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 3 : Mesures de bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 6.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée[...] tous les ans. Si les résultats sont conformes durant trois années consécutives, la fréquence peut passer à tous les 3 ans. [...] Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins ».</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport établi par SOCOTEC le 29 janvier 2021 à la suite d'une campagne de mesure. Ces mesures ont été réalisés en 2 points ZER correspondant aux références ZER1 et ZER3 de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2019, ainsi qu'en 3 points en limite de propriété. Les mesures effectuées sont conformes.</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport établi par SOCOTEC le 10 novembre 2022 à la suite d'une campagne de mesure. Ces mesures ont été réalisées en 2 points ZER correspondant aux références ZER1 et ZER3 de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2019, ainsi qu'en 3 points en limite de propriété. Les mesures effectuées sont conformes.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un rapport daté du 10 novembre 2023 ou avant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant fera réaliser une campagne de mesure de bruit sous 3 mois en veillant à ce que les points de mesure correspondent à l'ensemble des points prévus à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Conformité des mesures de bruit - VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : « Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée » Bruit ambiant dans la ZER supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égale à 45 dB(A) : VLE à 6dB(A) Bruit ambiant dans la ZER supérieur à 45 dB(A) : VLE à 5 dB(A)
Constats : Les rapports SOCOTEC de 2021 et 2022 indiquent que les mesures effectuées sont conformes aux VLE prévues par l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2019.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Niveaux limites de bruit en limite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2019, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : points LP1, LP2, LP3 : 70dB(A)
Constats : L'exploitant a présenté un des relevés de contrôle interne mensuels de bruit. Les valeurs relevées sont inférieures à 70dB. L'exploitant procède à des mesures en 6 points en limite intérieure de propriété. Les rapports SOCOTEC de 2021 et 2022 indiquent que les mesures effectuées sont conformes aux VLE prévues par l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2019.
Type de suites proposées : Sans suite